

BULLETIN
CENEXI
4 Avril 2024

RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE
nouveau-parti-anticapitaliste.fr



FAISONS PAYER LES CAPITALISTES, PAS LES CHÔMEURS !

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

NOUS PRÉCARISER POUR MIEUX NOUS CONTRAINDRE

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le

gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défilier avec pancartes dans les allées. Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

TRAVAILLER EN SÉCURITÉ : MISSION IMPOSSIBLE

Depuis quelques mois, les flash infos portant sur la sécurité fleurissent. Pourtant, aucun moyen n'est vraiment mis : trous au sol, encombrement, équipement de manutention en panne, températures extrêmes. Mais qu'attend la direction ? Peut-être qu'on le lui impose ?

PIERRE QUI ROULE N'AMASSE PAS MOUSSE

Dans une vidéo « Le management de transition - pour qui ? pour quoi ? », Olivier Lliberia, l'actuel DRH de transition, explique en quoi consiste son métier : une sorte d'intérimaire du management et de la gestion des ressources humaines. On y apprend que le coût standard pour l'entreprise est de 1000 à 1500 euros... par jour ! On y pensera quand il s'agira de discuter des salaires.

On y apprend aussi que « les missions d'un manager de transition n'ont pas vocation à s'éterniser ». Il a peut-être pris ce principe au mot car il pourrait ne pas aller au bout de son CDD, débordé par la désorganisation de la boîte. Ces derniers temps, il semblerait d'ailleurs qu'à la direction tout le monde est « de transition » !

UN LOGEMENT POUR TOUS : LE MINIMUM VITAL

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril, qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs pauvres à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont punis pour infraction à hauteur de 7500 euros.

Imposer de telles amendes à des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer, c'est criminel. Comme est criminelle la politique d'expulsion d'un gouvernement qui ne cache décidément pas qu'il fait la guerre aux plus pauvres.

850 MILLIONS D'ÉCONOMIES SUR LE DOS DES MALADES

On y est. C'était le 31 mars qu'est entrée en application le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles. Les patients devront désormais acquitter un euro au lieu de cinquante centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, deux euros pour les actes et consultations des médecins, les examens et les analyses de biologie médicale. Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à quatre euros. C'est un impôt déguisé qui va permettre à l'État de nous faire les poches à hauteur de 850 millions d'euros.

PLAN D'ENTOURLOUPE GROUPE

La saison du plan d'épargne groupe est de retour : on accepte de mettre une certaine somme retenue sur notre salaire sur un compte bloqué, et la boîte y ajoute le même montant. Au-delà du total un peu mesquin (50 euros par mois), c'est une arnaque à plus d'un titre : ce montant ne compte pas pour la retraite ni pour le chômage, tout en donnant l'illusion que le salaire augmente, alors que cet argent est bloqué et à la disposition de la banque pendant au moins cinq ans. C'est de plus un instrument de division, puisque l'accès n'est pas le même pour les salariés, les intérimaires et les sous-traitants.

Ce dispositif a été boosté par Le Maire en 2017 qui a décidé de l'exonérer d'impôts. Celui-ci ne perd pas le nord, puisqu'il a récemment déclaré qu'il ne faudrait pas taxer les dividendes pour ne pas pénaliser les salariés actionnaires, alors que 96 % des dividendes sont captés par les 1 % les plus riches. Autant de magouilles pour nous laisser croire que l'on peut avoir les mêmes intérêts que le patron.

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS, URGENCE RÉVOLUTION !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable de faire entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.